

La voix de l'opposition de gauche

Le 7 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

A celui qui me harcèle de courriels. Vous perdez votre temps, trop, c'est trop, vous comprenez, je n'attends plus rien de votre courant politique, je suis comme ces millions de travailleurs qu'on a trompés et qui ne veulent plus rien entendre, je les jette sans les ouvrir ni même lire les titres, puis je vide la poubelle pour qu'ils ne la polluent pas, car voyez-vous, même une poubelle se doit de rester propre, c'est un principe et j'y tiens, dites-le à vos dirigeants, après on verra, on jugera sur pièces s'ils sont dignes de confiance, pas avant !

Solidarité sans réserve avec tous les manifestants arrêtés ou emprisonnés depuis le 17 novembre, dont il faut exiger la libération immédiate sans condition ni sanction.

La violence, c'est quand tu es privé de boulot, quand tu as un salaire de misère, quand tu ne peux pas finir les fins de mois, quand tu n'a pas de quoi bouffer, quand on te file de la merde à bouffer, quand tu te retrouves à la rue, quand tu n'a pas de quoi te chauffer, te soigner, payer ton loyer, ta note d'électricité, te vêtir correctement, satisfaire les besoins de tes gosses et trouver le temps de t'en occuper, quand tu es couvert de dettes, quand on exige que tu te sacrifies toujours plus pour les riches, quand on te matraque dès tu manifestes, et en plus quand on te prend pour un con en t'accusant d'en être responsable !

A l'assaut du régime ! La Bourse ou la vie, voilà le mot d'ordre qu'il faudrait adopter, car il résume le mieux la guerre de classes.

Ceux qui ont pour seule préoccupation de trouver une issue pour "*sortir de la crise*" ou qui n'ont que cette expression à la bouche, cherchent en réalité à sauver le régime et roulent pour Macron. On ne négocie pas avec un ennemi à genoux, on lui porte le coup de grâce, on l'achève !

Ce que veulent les masses, c'est que l'ensemble de leurs revendications soient satisfaites tout de suite, que tous les chômeurs aient un emploi avec un salaire décent, que les 10 millions de pauvres cessent de l'être, que les plus de 3 millions de mal logés soient logés correctement, que les 150.000 SDF cessent de dormir à la rue et disposent d'une habitation permanente, que la TVA soit abolie, sauf sur les produits destinés aux riches où elle devrait être triplée ou multipliée par 10, le blocage des prix, la baisse du prix des loyers, voire leur division par 2, l'annulation de la dette de tous les particuliers, artisans, etc., sauf celle des nantis dont les intérêts seraient doublés ou triplés, le Smic à 1800 euros nets mensuel, ainsi que le minimum vieillesse, le minimum des retraites, l'allocation adulte handicapé, la confiscation des centaines de milliards empochés par les actionnaires du CAC 40 depuis 10 ans ou plus, le remboursement aux organismes sociaux des centaines de milliards de subventions et baisses de cotisations et aides en tous genres dont ont bénéficié les entreprises, à l'exception des PME, la réouverture de tous les services publics qui ont été supprimés depuis 30 ans, la renationalisation sans rachat de toutes les entreprises privatisées depuis le milieu des années 80, de toutes les grandes et moyennes entreprises, la gratuité totale des soins médicaux, de l'école, de l'université, le retrait des soldats français de tous les théâtres d'opération dans le monde, la rupture avec l'Otan, l'interdiction des OGM, la confiscation de tous les biens ou avoirs des oligarques et autres nantis qui ont placé leur fortune dans des paradis fiscaux, la rédaction d'une nouvelle Constitution et l'abolition des institutions de la Ve République, la rupture avec l'UE, la BCE et l'euro, l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, la BRI, l'OMC, etc. l'arrêt

des subventions aux médias et le remboursement des subventions qu'ils ont perçues de l'Etat depuis 10 ans ou plus, etc.

Après on discutera si nécessaire, pas avant ! C'est à prendre ou à laisser, telle en a décidé la souveraineté du peuple laborieux.

• [Au format pdf \(pages\)](#)

Après l'établissement du régime nazi de Hitler en Allemagne dans les années 30 et le bombardement atomique d'Hiroshima le 7 août 1945 par les Etats-Unis, puis celui du Vietnam au napalm dans les années 60, puis celui de l'Irak à l'uranium appauvri et au phosphore dans les années 90 et 2000, s'il existait encore des doutes sur la monstruosité du capitalisme au stade de l'impérialiste, ils auraient dû s'évanouir définitivement depuis longtemps, mais il n'en fut rien hélas, bien au contraire, l'humanité toute entière se rendit complice de ces abominables crimes commis à l'encontre de la civilisation humaine.

C'est cette absence de discernement, ce manque cruel de rigueur, de cohérence, de logique, pire, cet aveuglement, cette hypocrisie, cette vénalité, signifiait que le pire était encore à venir dans un monde devenu amoral et livré à la barbarie, et que le meilleur aurait toutes les peines du monde à y résister ou à se frayer un chemin pour en triompher.

Toute cette pourriture infâme était à mettre au compte des représentants officiels et officieux du capitalisme, aux élites corrompus, à leurs agents officiant au sein du mouvement ouvrier qui allaient profiter de leur statut pour manipuler les masses laborieuses et en faire les instruments de leur propre perte.

Du coup, le sursaut salutaire ne pouvait provenir que de l'extérieur de ce corps putréfié qui reprendrait le flambeau de la lutte de classe qui n'avait jamais quitté le coeur de dizaines de milliers de militants ouvriers demeurés fidèle à la cause du socialisme, et qui continuaient inlassablement à combattre quotidiennement au côté de la classe ouvrière avec les moyens du bord, puisque leurs dirigeants avaient déserté le combat pour la prise du pouvoir ou la révolution socialiste. Puis-ce-t-il être l'annonce d'une refondation du mouvement ouvrier et de son avant-garde renouant avec la tradition révolutionnaire du combat classe contre classe jusqu'à la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Les masses à la recherche d'une issue politique.

- Priscillia Ludosky soumet 4 revendications au vote des Gilets jaunes, dont celle « pour ou contre la Création d'une Assemblée citoyenne ? » leparisien.fr 06 décembre 2018

Ce n'est pas encore le soviet (comité) ou l'Assemblée constituante, mais l'idée mûrie de la nécessité de se doter d'une représentation nationale des exploités et des opprimés, qui pourrait être appelé à constituer un organisme politique dans le cadre de la situation et pourrait évoluer vers l'instauration de fait d'un double pouvoir en France...

Ils soutiennent la mobilisation des masses.

- Michael Youn, Muriel Robin, Jean-Michel Jarre, annoncent leur soutien aux Gilets jaunes.

Un régime "impuissant" à répondre aux attentes des masses.

- Le HuffPost 6 décembre 2018 - "Je me sens impuissante", lâche une sénatrice face à la dizaine de gilets jaunes réunis au Sénat. "Je me sens dans l'incapacité de changer les choses" lâche Esther Benbassa face aux gilets jaunes, reçus pour la première fois au Sénat.

Un mouvement qui inspire le prolétariat international

- Irak, Serbie, Allemagne, Pays-Bas, Bulgarie... les Gilets jaunes essaient au-delà de nos frontières - leparisien.fr 6 décembre 2018

A bas la collaboration de classes, pas de négociation avec Macron, il cède sur tout ou il cède le pouvoir !

Les syndicats à mots prudents - Liberation.fr 7 décembre 2018

Les principales centrales se sont accordées jeudi sur un texte qui réclame des négociations «réelles» mais élude la question de la violence policière.

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'Unsa, et la FSU ont adopté une déclaration commune. «Ecrire ce texte est apparu comme une évidence», explique François Hommeril, de la CGC, le syndicat des cadres, qui se félicite de «ce signal fort adressé au gouvernement».

«Hors sol». Dans cette déclaration d'une quinzaine de lignes, les signataires s'inquiètent du «climat très dégradé» et pointent la responsabilité de l'exécutif, resté sourd pendant «des mois» à leur appel pour plus de «justice sociale». Prenant toutefois acte d'un changement de ton avec, mardi, la promesse du Premier ministre de lancer une concertation, les centrales s'engagent à participer à ce dialogue, «chacune avec [leurs] propres revendications et propositions, en commun chaque fois que cela sera possible». Mais pas n'importe comment.

...les syndicats exigent autre chose : des négociations «réelles», à la fois «larges, ouvertes et transparentes» sur le pouvoir d'achat, les salaires, le logement, les transports et les services publics. Mais ils ne donnent pas plus d'indications sur le calendrier et la méthode voulue pour cet éventuel Grenelle version 2018. Pas plus qu'ils ne font de propositions fortes ou d'appel à agir de concert. «Chacun a sa culture. On s'est concentrés sur l'essentiel, ce que l'on pouvait dire ensemble aujourd'hui», explique Luc Bérille, de l'Unsa. Soit pas grand-chose, rétorque Eric Beynel, porte-parole de Solidaires, présent à la réunion mais qui n'a pas souhaité parapher le texte, jugé «hors sol». Signataire, en revanche, de l'appel initié par Attac et la fondation Copernic pour une convergence des mobilisations des gilets jaunes et de la marche pour le climat (lire ci-dessus), il s'agace : «Notre responsabilité de syndicalistes n'est pas d'écrire un texte incantatoire, mais d'appeler à être présent dans la rue.»

La déclaration commune se veut, au contraire, très prudente envers les gilets jaunes. Certes, leur mobilisation y est qualifiée de «colère légitime», mais les signataires dénoncent aussi «toutes formes de violence dans l'expression des revendications». Une phrase qui fait suite à la demande de «lancer un appel au calme» que leur avait adressée, la veille, l'exécutif. Pas un mot en revanche sur la gestion policière, parfois violente, des mobilisations. Ce qui a fini de convaincre Solidaires de ne pas signer. Et conduit la CGT, qui appelle à une journée d'action le 14 décembre, à rédiger dare-dare un communiqué dénonçant une «répression inadmissible», notamment de la jeunesse : «La CGT ne peut pas accepter que le pouvoir frappe et tape nos enfants.»

La centrale de Philippe Martinez, également signataire de l'appel lancé par Attac, réclame en outre «l'ouverture immédiate de négociations sur l'urgence sociale». Au passage, la CGT annonce aussi qu'elle ne participera pas à la réunion proposée par la ministre du Travail, ce vendredi, pour lancer le chantier de la concertation. De quoi déconcerter ses cosignataires de la déclaration commune. «Cela montre bien le grand écart interne que la CGT est en train de faire», note un secrétaire général.

Transis, les autres attendent des éclaircissements de l'exécutif. «On va voir si ce qui est proposé est acceptable. Ce serait plus simple si l'on pouvait avancer tous ensemble dans ce cadre»,

explique-t-on à la CFDT. Mais la prudence reste de mise. «Quand on entend certains au gouvernement répéter qu'il faut garder le cap, il y a de quoi douter», pointe François Hommeril de la CGC. La suite ? «A chaque jour suffit sa peine», souffle-t-il. Après les débordements de samedi, les yeux sont rivés sur la journée du 8. «On fait au jour le jour, note le responsable de l'Unsa. Sur le fil du rasoir.» Liberation.fr 7 décembre 2018

Les dirigeants syndicaux vendus opposent la négociation-capitulation-traison à la mobilisation des masses.

Yves Veyrier (FO - ingénieur météo, fils d'anciens militaires) - Nous n'appelons pas à manifester samedi à Paris. Nous restons sur le terrain syndical. J'appelle immédiatement le gouvernement à ouvrir les négociations avec les employeurs, en particulier sur la prime transport», a-t-il répondu mercredi matin sur France Info.

«Emmanuel Macron m'a serré la main. Le Premier ministre et François de Rugy aussi. Le Président m'a félicité pour mon élection», racontait le nouveau patron, à la sortie de l'Élysée.

«J'ai toujours pensé que la vie ce n'était pas le travail, mais l'art, la poésie, la philosophie. Pour pouvoir y accéder, il faut être capable de s'émanciper économiquement. L'action syndicale me paraît essentielle à un mouvement d'émancipation de la classe ouvrière.» Libération 6 décembre 2018

Qu'il ait "*pensé que la vie ce n'était pas le travail*", on s'en serait douter sans qu'il s'en vante. Que "*l'action syndicale*" suffise au bonheur de ce nanti, on aurait pu le deviner, il est comblé, quant à l'"*émancipation de la classe ouvrière*", ce sera un peu court et on a toutes les raisons du monde de douter que cela soit réellement sa préoccupation... et cela attendra indéfiniment si on l'écoutait. Pour réellement profiter de la vie, c'est du capitalisme qu'il faut s'émanciper, ce doit être le seul objectif des militants ouvriers, y compris ou en premier lieu dans les syndicats, avec la construction du parti pour l'atteindre.

La CGT et FO ou le "service d'ordre" de l'Élysée !

- Gilets jaunes: La CGT et FO offrent leur service d'ordre pour protéger les manifs. - Le HuffPost 7 décembre 2018

Les digues sont tombées! A l'assaut du régime pour le renverser.

- « Gilets jaunes » : Macron face à un samedi de tous les dangers - Les Echos 06.12

...cette mobilisation policière risque d'être insuffisante face à certains « gilets jaunes » plus déterminés que jamais. Certaines figures du mouvement appellent à l'insurrection, ou à « prendre l'Élysée », comme l'a dit l'un d'entre eux mercredi soir à la télévision. Les digues sont tombées, car les revendications dépassent allègrement le seul cadre du pouvoir d'achat.

Mais la colère ne s'éteint pas. Si la hausse des taxes sur l'essence prévue en 2019 a été l'étincelle du mouvement, son annulation pure et simple annoncée mercredi par l'Élysée, n'a rien apaisé.

Après les appels au calme lancés par Emmanuel Macron mercredi, les syndicats ont emboîté le pas dans une déclaration quasi unanime pour rejeter la violence. La droite a adopté un ton plus mesuré tandis que la gauche se réunit autour d'une motion de censure .

Mais les « gilets jaunes » n'ont que faire de ces corps intermédiaires de la République, qu'ils jugent décrédibilisés.

Les suites politiques de la journée de samedi et d'un mouvement qui s'étend sont remplies d'incertitudes. Si un départ d'Edouard Philippe est évoqué par certains membres de la majorité, beaucoup pensent que cela ne servirait à rien. « L'issue du conflit se résume au rapport entre Emmanuel Macron et les Français », estime un député En marche. Les Echos 06.12

La vermine ou le goût amer de la réaction.

- Les Verts amers - Liberation.fr

Après le recul du gouvernement face au torrent jaune des frustrations sociales...

Soyez raisonnable, mobilisez-vous !

L'Express.fr 6 décembre 2018 - Mélenchon à la tribune de l'Assemblée nationale. "Il paraît que vous demandez aux gens raisonnables de rester chez eux samedi. Eh bien, ils descendront tout de même dans la rue. Allez dire au monarque présidentiel que les gens raisonnables sont sur les ronds-points et dans les rues, et qu'ils n'en partiront pas avant que vous n'ayez cédé pour de vrai ou que vous ne soyez partis. Cédez ou partez, et quand vous partez, cédez avant"

Renversons le pouvoir ! Assemblée constituante souveraine !

- Benjamin Griveaux : «Certains éléments veulent renverser le pouvoir» - LeParisien.fr 6 décembre 2018

« Je prie pour samedi », confesse un fidèle du président de la République. Musées et tour Eiffel fermés, programme du Téléthon modifié, matches de football reportés, animations de Noël annulées... LeParisien.fr 6 décembre 2018

Vont-ils sortir les chars pour protéger l'Elysée ?

- Macron redoute une "très grande violence" samedi - Reuters 6 décembre 2018

- Gilets jaunes: des blindés et 89 000 forces de l'ordre samedi - L'Express.fr 6 décembre 2018

Macron n'a jamais été légitime, Hollande non plus.

- Macron plus impopulaire que Hollande, selon un sondage - Reuters 6 décembre 2018

On se gausse de la majorité parlementaire LREM élu avec environ 25% des voix des électeurs inscrits, mais ce fut déjà le cas de ma majorité PS sous Hollande... C'est même quasiment une règle générale dans tous les pays occidentaux, y compris aux Etats-Unis...

- Le Figaro.fr 6 décembre 2018 - Selon un sondage Odoxa pour Le Figaro et Franceinfo, 77 % des Français justifiaient le mouvement mercredi.

La nature de l'Etat policier au grand jour.

- Jeunes arrêtés à Mantes-la-Jolie: Les réactions effarées des politiques - Le HuffPost et Liberation.fr 7 décembre 2018

Plus de 700 lycéens ont été interpellés par les forces de l'ordre en France ce jeudi, lors de la quatrième journée de mobilisation lycéenne, selon le ministère de l'Intérieur.

Les arrestations les plus spectaculaires ont été menées à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, où 146 personnes ont été interpellées pour «participation à un attroupement armé».

Des figures et responsables politiques ont vivement fait part de leur indignation et de leur dégoût après la diffusion sur les réseaux sociaux ce jeudi 6 décembre dans la soirée d'une vidéo montrant des dizaines de jeunes agenouillés après leur arrestation par la police en marge d'une manifestation lycéenne émaillée de violences.

Sur ces images tournées à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, et dont l'Agence France Presse a pu confirmer l'authenticité, on distingue nettement des dizaines d'enfants et d'adolescents agenouillés, les mains derrière la tête ou attachées dans le dos, certains le visage contre un mur, encadrés par des policiers dans le jardin d'un pavillon et dans une maison associative par quelque 70 policiers mobilisés pour cette opération.

"Que penser d'un pouvoir qui traite ainsi sa jeunesse? Qu'il ne tient que par la force des matraques. Qu'il n'a plus d'avenir. Qu'il est à l'agonie", a réagi le député proche de la France insoumise François Ruffin, tandis que certains de ses camarades dénonçaient pèle-mêle des images dignes d'une "dictature militaire" et d'un "État policier". "Inacceptable d'un point de vue humain et démocratique", s'est indignée pour sa part la députée Clémentine Autain.

Environ 280 lycées et collèges en France ont été de nouveau perturbés ce jeudi, dont 45 bloqués, et plusieurs incidents ont été recensés, conduisant à plus de 700 interpellations au total. "On est sur des chiffres à peu près similaires aux jours précédents", a indiqué dans la journée à l'AFP le ministère de l'Éducation nationale. "Selon les établissements, les situations sont très hétérogènes, entre les blocages totaux, partiels, les barrages filtrants, des feux de palettes...". Le HuffPost et Liberation.fr 7 décembre 2018

Coulée la machination de l'Otan et du Pentagone !

- SOS Méditerranée et MSF renoncent à affréter l'Aquarius - Reuters 6 décembre 2018

Solidarité avec tous les peuples qui ont besoin du charbon.

- Les centrales à charbon européennes, enjeu de santé publique - Liberation.fr 6 décembre 2018

Ici aussi en Inde on ne peut pas s'en passer, alors merde, camarades, soyez solidaires avec nous !

Ils n'ont pas réussi à tuer le peuple grec !

- Grèce: manifestations et incidents en mémoire d'un lycéen tué par un policier - AFP 6 décembre 2018

Manifestations et incidents ont marqué en Grèce le dixième anniversaire de la mort d'un lycéen, tué à l'âge de 15 ans par un policier, une bavure qui avait alors soulevé la jeunesse grecque pendant des semaines.

Au total plus de 4.000 personnes, selon la police, ont manifesté à Athènes et Thessalonique (nord) en mémoire d'Alexis Grigoropoulos, tué par balle par un policier le 6 décembre 2008. AFP 6 décembre 2018

Fake news, l'AFP pris en flagrant délit.

- L'ONU confirme l'existence d'un tunnel en Israël près de la frontière libanaise - AFP 6 décembre 2018

Vraiment ?

- Israël ne parvient pas à fournir à la Finul de preuves de l'existence de tunnels du Hezbollah - Réseau Voltaire 6 décembre 2018

Pour la troisième journée consécutive, les Forces de Défense israéliennes poursuivent l'opération Bouclier du Nord sous le commandement du chef de la région Nord, le général Yoël Strick, et la supervision du chef d'état-major, le général Gadi Eizenkot.

Tsahal a déclaré avoir repéré deux tunnels du Hezbollah s'enfonçant en territoire israélien. Le représentant permanent d'Israël à l'Onu, l'ambassadeur Danny Danon, a dénoncé une violation de la résolution 1701 par le Hezbollah et appelé à la condamner. Selon lui, la construction de ces tunnels serait financée par l'Iran.

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a tenu une réunion en présence des représentants militaires israéliens et libanais. Israël a présenté des vidéos représentant les tunnels, mais aucune preuve de leur emplacement ni de leur financement par l'Iran, et donc de violation de la résolution 1701. Le Liban a nié que ces tunnels existent et rappelé qu'Israël viole l'espace aérien et maritime libanais environ 150 fois par mois depuis douze ans.

Le ministre des Affaires étrangères libanais, Gebran Bassil, a annoncé qu'il préparait une saisine des Nations unies face aux incessantes violations de la résolution par Israël et à ses accusations diffamatoires permanentes.

Les plus hautes autorités israéliennes sont familières des mensonges les plus éhontés. En septembre 2018 à la tribune des Nations unies, le Premier ministre Benjamin Netanyahu avait ainsi accusé le Hezbollah d'avoir construit des usines d'armement en plein Beyrouth, utilisant ainsi la population comme bouclier civil. Le ministre Gebran Bassil avait alors invité les ambassadeurs en poste au Liban à venir vérifier par eux-mêmes sur place les mensonges israéliens. Autre exemple : le 20 septembre, le chef d'état major de l'armée de l'Air israélienne, le général Amikam Norkin, s'était rendu à Moscou pour justifier la destruction d'un appareil russe en tenant des propos en totale contradiction avec les enregistrements radars et satellitaires.

En Israël, la presse évoque la possibilité que cette opération de propagande ait été imaginée par le Premier ministre pour attaquer son ministre démissionnaire de la Défense, Avigdor Lieberman, ou pour détourner l'attention du public alors que la police demande sa mise en examen dans l'affaire 4000. Réseau Voltaire 6 décembre 2018

A lire également : « Israël-Liban : qui viole la résolution 1701 ? », Réseau Voltaire, 5 décembre 2018, www.voltairenet.org/article204234.html

Voilà qui va les exaspérer !

- Accords pétroliers et miniers entre la Russie et le Venezuela - Reuters 6 décembre 2018

Le président vénézuélien Nicolas Maduro, à l'issue d'une visite de trois jours à Moscou, a annoncé jeudi la signature de nouveaux accords avec la Russie dans le secteur pétrolier et l'exploitation minière, principalement les mines d'or, au Venezuela.

es accords représentent plus de six milliards de dollars d'investissements, dont cinq milliards pour augmenter la production pétrolière, a précisé Nicolas Maduro dans une vidéo postée sur son compte Twitter.

La production pétrolière vénézuélienne est en chute libre et le président Maduro s'est rendu mardi à Moscou pour discuter d'une aide financière et d'une coopération entre les deux pays dans les domaines du pétrole et du gaz.

"La Russie et le Venezuela sont plus unis que jamais", a-t-il déclaré.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont imposé des sanctions au Venezuela pour dénoncer les violations des droits de l'homme et les atteintes à la démocratie dans ce pays. Reuters 6 décembre 2018

Voilà pourquoi il faut aller jusqu'au bout !

- L'urgence alimentaire pourrait concerner 20 millions de Yéménites - Reuters 6 décembre 2018

Le Programme alimentaire mondial des Nations unies a rapporté jeudi que plus de 15 millions de Yéménites étaient dans un état de "crise" ou d'"urgence alimentaire" et que ce chiffre pourrait atteindre les 20 millions à défaut d'une aide humanitaire durable... Reuters 6 décembre 2018